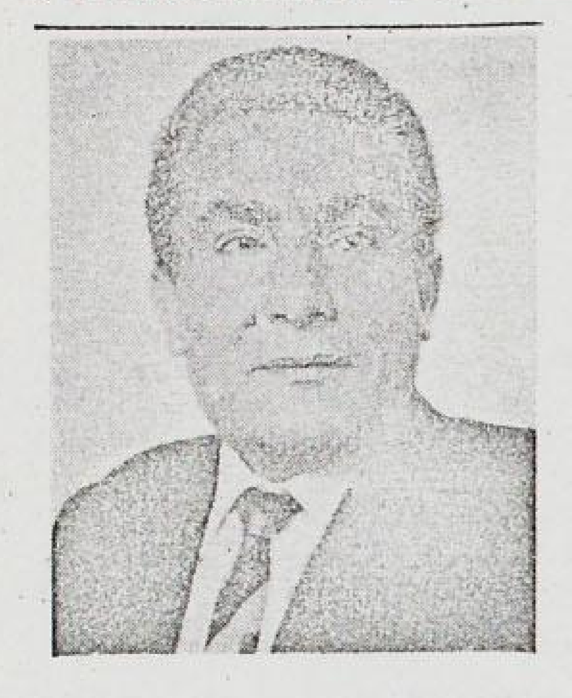
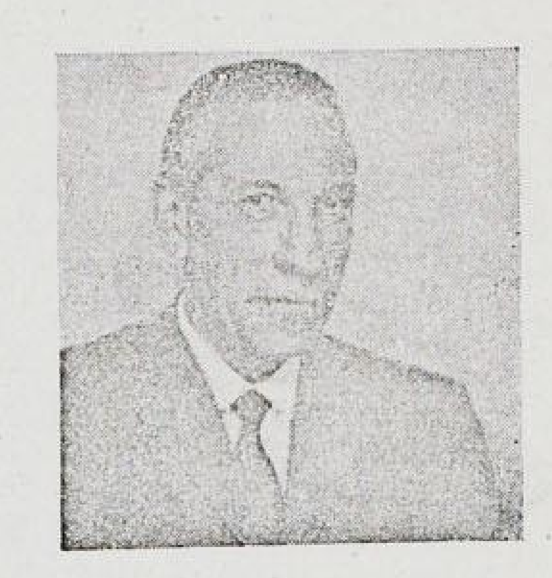
DÉPARTEMENT DU VAL D'OISE - RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - 5e CIRCONSCRIPTION



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
du 23 juin 1968

●



Georges CANTO

Conseiller municipal
de Gonesse
Métreur vérificateur - 42 ans
Candidat titulaire

René LOR

Maire adjoint d'Arnouville
Technicien - 49 ans
Prisonnier de Guerre et A.C.
Candidat suppléant

Electrices, Electeurs,

René LOR, mon suppléant et moi-même, nous nous sommes engagés solidairement comme candidats du CENTRE DEMOCRATE (PROGRES ET DEMOCRATIE MODERNE) dans la cinquième circonscription du Val-d'Oise à défendre un programme commun inspiré par la Charte votée à LYON en avril 1966 par le Centre Démocrate.

Nous le soumettons à vos suffrages.

Notre programme comporte huit actions primordiales.

I. — LES INSTITUTIONS.

Nous ne remettons pas en cause la Constitution de 1958 que nous avons votée, mais nous voulons la voir appliquer sans réserve, et voir garantir les Droits et les Libertés de tous les Citoyens, et s'instaurer un véritable dialogue entre les Elus et le Pouvoir Exécutif.

Nous voulons : **LE RESPECT DES LIBERTES.**

— Instituer une Cour Suprême, pour remplacer le Conseil Constitutionnel.

— Faire cesser les détentions abusives par l'institution de **l'Habéas Corpus.**

— Réformer le Conseil supérieur de la Magistrature, en vue d'assurer l'indépendance réelle des juges.

Il faudra aussi :

— Mettre un terme aux déchirements du passé par une amnistie franche et complète.

— Faire de la liberté de l'Information, comme dans tous les pays démocratiques d'Occident, une réalité en assurant l'indépendance de la Radio et de la Télévision.

— Instaurer le droit de réponse.

II. — L'EXPANSION ECONOMIQUE AU SERVICE DE L'HOMME.

L'accélération sans pareille du progrès technique rend vaines bien des querelles de mots entre le socialisme et le libéralisme. Il y a en fait une obligation première : **METTRE L'ECONOMIE AU SERVICE DE L'HOMME.**

C'est pourquoi nous considérons que les tâches d'éducation de l'homme, capital le plus précieux, constituent une priorité de l'action économique.

Nous avons choisi une économie délibérément orientée vers l'expansion : face à la concurrence internationale, il est vital pour la France d'instaurer une économie compétitive.

Il faut assurer le plein emploi en donnant priorité à l'humain ; pour nous, la dignité de l'homme commande que soit reconnu le droit de travail.

Nous devons servir une retraite décente aux vieux travailleurs avec abaissement de l'âge de la retraite dans les professions où sévit le chômage des jeunes, ce qui permettra une certaine régression du chômage,

LA SECURITE SOCIALE.

L'Ordonnance de l'été dernier doit être profondément remaniée : au lieu de laisser le Patronat et les Syndicats de salariés face à face dans les Conseils d'Administration, il faut y introduire des représentants des médecins, des hôpitaux, des associations familiales et des groupements de malades pour que tous les intéressés s'attachent ensemble à améliorer la gestion des caisses tout en assurant un remboursement convenable des soins.

III. — L'ENSEIGNEMENT.

L'enseignement doit pouvoir répondre aux exigences de notre développement.

Au lieu d'entasser nos jeunes dans des Universités surchargées où la plupart d'entre eux ne font rien d'utile pour leur avenir, il est indispensable de procéder à une orientation en accord avec les Maîtres, les parents et les élèves eux-mêmes. Ces derniers pourront ainsi choisir leur voie.

Grâce à cette orientation, notre enseignement du second degré ne sera plus une machine à fabriquer des échecs, cause première du chômage des jeunes.

La démocratisation de l'enseignement permettra le choix d'une carrière à nos étudiants suivant leurs aptitudes et quelle que soit leur origine sociale, sans pénaliser financièrement les familles.

IV. — L'AGRICULTURE.

L'Agriculture est le parent pauvre de la Nation. Pourtant, la France produit 41 % des céréales de l'Europe, 38 % du sucre, etc. ; c'est là une source de richesse qui doit être développée dans le cadre du Marché commun.

Mais pour y parvenir, certaines productions doivent être soutenues et la petite exploitation familiale défendue chaque fois qu'elle peut être rendue rentable. Il faut assurer la parité des revenus des travailleurs agricoles avec ceux de l'industrie et développer la formation scolaire et professionnelle pour avoir des agriculteurs compétents, capables d'affronter la concurrence de leurs partenaires des cinq autres pays.

V. — LA CONSTRUCTION POLITIQUE DE L'EUROPE.

Nous ne voulons pas que la France soit isolée face aux très grandes puissances aux dimensions d'un continent, l'indépendance et la souveraineté de la France ne seront préservées que dans une communauté plus vaste : l'Europe unie, aussi le moment est-il venu de mettre en place des structures nouvelles ; nous voulons la constitution d'une Europe vraiment communautaire et rejetons catégoriquement l'Europe des Etats, conception dépassée, qui empêche de tirer de l'Union européenne les avantages que les Français étaient en droit d'en attendre.

VI. — MOYEN-ORIENT.

L'existence de l'Etat d'Istraël reconnue depuis 20 ans par toutes les grandes puissances et l'amitié franco-israélienne doivent absolument être sauvegardées.

VII. — COMMERCE ET INDUSTRIE.

Beaucoup de petites et moyennes entreprises industrielles sont très éprouvées par les événements récents. Il faut, à tout prix, éviter qu'elles ne soient contraintes à fermer, accroissant encore le chômage.

L'Entreprise familiale doit être défendue dans le commerce et l'artisanat contre une fiscalité dévorante.

VIII. — ENFIN, NOUS DEFENDONS AVEC FORCE

— Les Rapatriés, dont nous connaissons particulièrement les problèmes. Il faut régler rapidement les indemnisations avec une priorité aux plus défavorisés.

La crise grave que la France vient de traverser a ébranlé les assises des institutions démocratiques, met en péril notre économie et notre monnaie et risque, chaque jour, de dégénérer en affrontements sanglants.

En renforçant les deux blocs, l'on risque de déboucher sur la guerre civile.

Des réformes profondes s'imposent d'urgence dans les entreprises, dans l'Administration, dans l'Université pour les rendre plus humaines et plus efficaces

Ce ne sont pas ceux qui se sont toujours refusés au dialogue, même avec le Parlement, qui y réussiront.

Il faut, pour cette tâche, des hommes nouveaux, capables de comprendre les aspirations populaires sans méconnaître l'intérêt national.

Jean LECANUET et Jacques DUHAMEL vous invitent à voter pour de tels hommes :

Georges CANTO - Candidat titulaire

et

René LOR - Candidat suppléant

Imprimerie « L.M.F. », 41, rue Olivier-Metra Paris 20

Sciences Po / fonds CEVIPOF